

## Mémorable Printemps

M. BONENFANT, A GLINOER ET M.E. LAPOINTE, *Le Printemps québécois. Une anthologie*, Montréal, Écosociété, 2013, 332 pages

PIERRE-LUC BRISSON, *Après le printemps*, Montréal, Les Éditions Poète de Brousse, 2012, 93 pages

PAUL CHAMBERLAND, *Les pantins de la destruction*, Montréal, Les Éditions Poète de Brousse, 2012, 109 pages

MICHEL SEYMOUR, *Une idée de l'université. Propositions d'un professeur militant*, Montréal, Boréal, 2013, 204 pages

Josée Lacourse

---

Volume 8, numéro 1, automne 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70641ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Lacourse, J. (2013). Compte rendu de [Mémorable Printemps / M. BONENFANT, A GLINOER ET M.E. LAPOINTE, *Le Printemps québécois. Une anthologie*, Montréal, Écosociété, 2013, 332 pages / PIERRE-LUC BRISSON, *Après le printemps*, Montréal, Les Éditions Poète de Brousse, 2012, 93 pages / PAUL CHAMBERLAND, *Les pantins de la destruction*, Montréal, Les Éditions Poète de Brousse, 2012, 109 pages / MICHEL SEYMOUR, *Une idée de l'université. Propositions d'un professeur militant*, Montréal, Boréal, 2013, 204 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(1), 7–10.

---

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# MÉMORABLE PRINTEMPS

Josée Lacourse  
*Chef de pupitre sciences sociales*

M. BONENFANT, A GLINOER ET M.E. LAPOINTE  
**LE PRINTEMPS QUÉBÉCOIS. UNE ANTHOLOGIE**  
Montréal, Écosociété, 2013, 332 pages

PIERRE-LUC BRISSON  
**APRÈS LE PRINTEMPS**  
Montréal, Les Éditions Poète de Brousse, 2012, 93 pages

PAUL CHAMBERLAND  
**LES PANTINS DE LA DESTRUCTION**  
Montréal, Les Éditions Poète de Brousse, 2012, 109 pages

MICHEL SEYMOUR  
**UNE IDÉE DE L'UNIVERSITÉ. PROPOSITIONS D'UN PROFESSEUR MILITANT**  
Montréal, Boréal, 2013, 204 pages

L'anthologie que nous proposent Maude Bonenfant, Anthony Glinoyer et Martine-Emanuelle Lapointe est à la fois un beau livre de par sa facture et une archive qui documente les événements qui ont jalonné la grève étudiante du printemps 2012, qualifiée par certains de «printemps érable» et que les auteurs ont préféré nommer le «printemps québécois». Le choix du titre reflète bien la position adoptée par les auteurs telle qu'ils nous la livrent dans un court avant-propos intitulé «En résistance».

De la masse d'informations générée par le commentaire, certaines dates, certains événements seront retenus et formeront ce que les auteurs identifient comme «un récit confortable et digeste» (xix). Ils ambitionnent plutôt de retracer «l'histoire que l'Histoire risque d'oublier» (xxi). Cette petite histoire, les auteurs la construiront à travers les paroles, les gestes et les écrits de ceux et celles qui ont participé aux événements. Plus encore, la lecture de cet ouvrage nous éloigne de l'image violente forgée par certains médias de masse, alimentés en cela par la propagande gouvernementale libérale et les propos de certaines élites néo-libérales. Elle nous rapproche plutôt de l'image qu'en ont les citoyens qui étaient du mouvement.

Les auteurs font état des choix parfois déchirants qu'ils ont dus effectuer afin de mener à bien ce projet de livre :

S'il privilégie le domaine culturel, ce livre s'articule autour d'une chronologie des événements qui accorde une large place aux discours sociaux, politiques et institutionnels ainsi qu'aux déclarations des personnages les plus médiatisés...(xx).

Avant d'en aborder le contenu, il faut souligner la qualité du travail graphique qui fait de ce livre en forme de carré rouge, un bel objet où on peut suivre, sans se perdre, les différents niveaux de discours et mises en images retenus lesquels empruntent diverses formes (déclarations, lettres ouvertes, manifestes, courts articles, témoignages, poèmes, présentation de divers groupes, collectifs et médias alternatifs, description d'œuvres et de productions artistiques, tweets, pages Facebook, bandes dessinées, jeux vidéo, caricatures, photographies de manifestations, d'installations artistiques et d'activités au cœur ou en marge des manifestations, vidéos, affiches). Ce livre est bien plus qu'un ouvrage agréable à consulter, il nous replonge dans le vif du sujet – la marchandisation du monde – tout en nous faisant revivre l'extraordinaire effervescence de ce printemps où «l'art, l'acte et la pensée ont repris leurs droits»(xx).



Le biais en faveur du domaine culturel est heureux, car il permet au lecteur de découvrir la créativité dont les activistes ont fait preuve à travers un nombre impressionnant d'activités. Elles ont souvent en commun de se référer au bagage culturel québécois (la littérature, la poésie, le cinéma, les arts traditionnels ou technologiques) et elles font le plus souvent preuve d'humour, d'ironie tout en explorant diverses stratégies ludiques. Les vidéos, les jeux, les chansons, les installations artistiques, les concerts, les lectures, bref, tout un foisonnement d'activités qui montre tout à fait le bien-fondé de l'éducation supérieure.

Les quelques trois cents pages de l'ouvrage contiennent également plusieurs textes dignes de mention qu'il ne serait pas possible de passer intégralement en revue ici. Mentionnons l'avant-propos signé par Georges Leroux qui présente fidèlement le livre, témoigne de son propre engagement tout en résumant la chronologie des événements en trois phases – affrontement, radicalisation et judiciarisation (ix). Pour chacune des phases, l'auteur retrace les positions de chacune des parties en cause. Si on peut être en désaccord sur la réalité de sorties de crises manquées par le refus des compromis proposés par le fiscaliste Luc Godbout, l'auteur livre tout de même un fort beau texte. De même, la très courte postface proposée par les Zapartistes, intitulée «Les corneilles et les récoltes», se moque des sbires de tout acabit qui n'ont rien de plus pressé que de déclarer que les événements n'ont rien changé. Évoquant tour à tour les manifestations dans la mouvance altermondialiste, puis celles du mouvement étudiant en 2005, puis en 2012, le groupe conclut sur une note d'espoir en se (nous) disant que la prochaine récolte sera meilleure que la précédente. Le texte de Michaël Fortier sur le caractère factice de la notion d'opinion publique, celui de René Forget, policier à la retraite, qui rappelle à ses anciens collègues qu'ils sont juridiquement responsables de la violence qu'ils exercent et qui les exhorte à respecter le sens de leur mission; le témoignage sur le cégep populaire de Saint-Laurent et les beaux vers de Zéa Beaulieu-April, pour ne nommer que ceux-là, méritent une attention spéciale.



Dans un tout autre registre, Pierre-Luc Brisson propose une analyse à chaud du printemps érable puisque son court essai intitulé «Après le printemps» a été imprimé en novembre 2012. L'effort de distanciation nécessaire à l'analyse amène l'auteur à privilégier un questionnement sur les institutions démocratiques. Selon lui, les événements du printemps 2012 viennent confirmer la nécessité de repenser l'avenir de notre démocratie afin qu'elle exprime davantage la volonté du peuple. Pour étayer sa réflexion, l'auteur passe en revue un certain nombre de faits saillants qui viennent caractériser la position du gouvernement en place tout comme celle des médias, de même que celle des dirigeants des collèges et universités. Ce faisant, il mesure l'écart entre les pratiques observées dans le cours des événements avec celles qui devraient exister dans l'exercice d'une démocratie digne de ce nom.

Renvoyant dos à dos l'intransigeance et le mépris du gouvernement Charest et la désobéissance civile qui suit l'adoption de la loi 12, Pierre-Luc Brisson y voit autant de preuve de la nécessité d'une refonte des institutions politiques de façon à remettre en phase les élus avec leur mandat de représentation. L'assouplissement de la ligne de parti, l'introduction d'une certaine proportionnalité de même qu'un financement public des partis constituent, aux yeux de l'auteur, des conditions indépassables d'un renouvellement démocratique.

L'importance de l'information véhiculée par les médias n'est plus à démontrer dans l'exercice démocratique. Or, on ne peut que se questionner avec l'auteur sur la qualité de la couverture des événements par les médias de masse. La condescendance, le paternalisme quand il ne s'agissait pas d'attitudes colériques de la part de plusieurs interviewers face aux représentants étudiants viennent remettre en cause la prétendue objectivité journalistique. Toutes ces attitudes, comme l'assimilation des étudiants à des enfants-rois de façon à invalider une argumentation demeurée systématique, de même que cette invraisemblable incompréhension du fonctionnement démocratique des associations étudiantes sont, suivant l'auteur, autant d'expressions d'un clivage générationnel (p. 33-40). Soulignant l'importance et la qualité du travail des médias citoyens durant les événements, notamment celui de CUTV, l'auteur questionne les choix éditoriaux des principaux médias tout en se réjouissant du fait que les médias citoyens disponibles sur le net viennent contrebalancer la vision éditoriale des médias aux mains du milieu des affaires (p. 53-55). Insistant sur l'importance de la diversité des points de vue pour la qualité des débats publics, l'auteur appelle de ses vœux une télévision d'État québécoise qui créerait sa propre salle des nouvelles avec antennes régionales et viendrait ainsi alimenter une réflexion collective quant à l'avenir de la société québécoise et de ses institutions.

Tout aussi important pour la démocratie représentative que les institutions politiques et médiatiques, le système d'éducation est présentement au centre de transformations qui modifient en profondeur son rôle au sein de la société. La chose est encore plus évidente quand on considère les positions des dirigeants d'université en poste. L'auteur questionne le sérieux de leur gestion comme leur adhésion au modèle anglo-saxon, lequel a entraîné un endettement étudiant inégalé (p. 68-69). Il s'interroge également sur le modèle universitaire qui se développe peu à peu et qui met l'accent sur la formation de professionnel expert dont l'exigüité des limites de leurs savoirs les rend inaptes à saisir les enjeux auxquels seront, sous peu, confrontées nos sociétés (p. 69-71). Insistant sur la très grande violence des images d'interventions policières et d'agences privées de sécurité dans l'enceinte des universités, violence plus grande que les vitrines fracassées ou les rues bloquées, l'auteur plaide en faveur d'une vision humaniste de l'éducation supérieure (p. 74-76). Il insiste également sur la faisabilité de la gratuité scolaire qui pourrait représenter un grand chantier social (p. 79-80). En terminant son essai par le slogan

**[...] mettre en évidence la mise en scène dont le tout témoigne et qui, en bout de ligne, dépossède le citoyen de ses prises de position tout en visant à en faire un pantin docile sous peine d'être déshumanisé comme l'ont montré amplement la façon dont s'est exercée la répression policière.**

de la grève: «On avance! On avance! On recule pas!», Pierre-Luc Brisson nous invite à penser des mécanismes de revitalisation de nos institutions démocratiques afin de les sortir des ornières de la partisannerie pour enfin aborder les choix politiques futurs dans l'intérêt du bien commun.

Si on peut critiquer la vision de l'État proposée, car, après tout, le monopole de la violence – largement utilisé dans les événements que l'on sait – caractérise autant l'État démocratique que son éventuelle représentativité, il reste que l'auteur, dans un style vif mais mesuré, dresse une première analyse de notre printemps qui amène à la réflexion plutôt qu'à la distribution des blâmes. Pour cela et un peu plus, la lecture de cet essai est nécessaire pour comprendre les préoccupations d'une partie de la jeunesse qui, pour être minoritaire dans une société vieillissante, n'en demeure pas moins importante pour notre avenir à tous.



Dans un style bien à lui, Paul Chamberland propose lui-aussi un court essai publié par la même maison que l'ouvrage précédent. Si l'auteur se questionne également sur le devenir de la démocratie, sa réflexion déborde largement des cadres dans lesquels Pierre-Luc Brisson inscrit la sienne. Certains des événements qui se sont déroulés durant la grève étudiante sont invoqués, quoique pas tant pour les analyser en eux-mêmes, mais plutôt pour montrer comment ils s'inscrivent dans une logique plus générale du devenir de l'humanité. Reprenant sous une forme condensée des idées exposées dans un essai publié précédemment<sup>[1]</sup>, l'auteur poursuit son analyse de l'évolution des sociétés actuelles qui, si rien ne change, s'achèment inéluctablement vers leurs destructions. Certains aspects de sa réflexion sont de l'ordre de l'économie politique caractérisant le capitalisme actuel où la domination des hyper-riches s'exerce dans tous les domaines de la vie humaine. C'est ainsi que le discours des «Lucides», avec Lucien Bouchard à leur tête, est caractérisé comme un discours du maintien d'un ordre qui favorise les activités économiques au détriment de toutes autres activités, même politiques, puisque les politiciens n'agissent qu'en fonction des intérêts des puissants à qui ils doivent leurs carrières. Ainsi leur condamnation péremptoire de la désobéissance civile du printemps 2012 illustre bien leur conception étriquée de la démocratie, même lorsque celle-ci est bafouée comme en témoigne également l'adoption de la loi 12.

Le Lucide énonce alors le fond de sa pensée. Que les citoyens se taisent, qu'ils obtempèrent, qu'ils laissent carte blanche à ceux qui, parce que élus, auraient tout pouvoir de trancher, peu importe qu'ils renient leurs «promesses», qu'ils agissent de manière arbitraire ou discrétionnaire, voire carrément inique. Ce sujet politique qu'est le citoyen d'un État démocratique fait le mort tant que n'ont pas été déclenchées, il faut bien en passer par là, des élections: c'est le seul mode d'exercice démocratique auquel il ait droit (p. 17).

Les déclarations concernant la tenue du Grand Prix à Montréal et les comportements des politiciens de même que ceux des policiers à l'égard des tenants du carré rouge sont passés en revue

[1] Publié chez VLB Éditeur en 2004, l'essai s'intitule: *Une politique de la douleur. Pour résister à notre anéantissement*. L'auteur y présente un travail substantiel d'analyse des conditions nécessaires à réunir pour éviter ce qui apparaît comme une course vers l'anéantissement de l'humanité.



suite de la page 8

de manière à mettre en évidence la mise en scène dont le tout témoigne et qui, en bout de ligne, dépossède le citoyen de ses prises de position tout en visant à en faire un pantin docile sous peine d'être déshumanisé comme l'ont montré amplement la façon dont s'est exercée la répression policière. Dans les deux chapitres subséquents, l'auteur quitte la scène de la grève étudiante pour aborder les illustrations de la politique de la haine et de la colère puis celles du déni de la faiblesse, faiblesse qui une fois reconnue pourrait permettre d'échapper à la pulsion de mort – telle que définie par Freud – qui n'est plus contrebalancée par celle du plaisir et qui mène à une destruction inévitable de l'humanité. Pourtant, Paul Chamberland pense cette destruction nécessaire pour qu'il y ait une renaissance des sociétés humaines établies sur d'autres bases que celles du système capitaliste actuel. Toute tentation réformiste ne ferait que retarder l'inévitable sans libérer les hommes de l'emprise de ceux à qui profite le système actuel.

On mesure ici toute la distance qui existe entre Paul Chamberland et Pierre-Luc Brisson. Certes, on peut préférer le point de vue défendu par Brisson qui soutient qu'il est possible de changer les choses maintenant. Cependant, la thèse de Chamberland a le mérite de faire une large part au caractère systémique des événements se déroulant sur la scène internationale face auxquels nous sommes des témoins tantôt indifférents, tantôt impuissants. L'indignation, le poète tente de la dépasser en imaginant les conditions du retour à une humanité véritable où l'exploitation et la domination cèderaient le pas à la justice et l'équité.



Michel Seymour propose, quant à lui, une réflexion plus circonscrite des événements qui ont marqué la grève étudiante qu'il abordera surtout du point de vue d'une politique de la connaissance. Il présente son livre comme une contribution philosophique engagée : philosophique parce que l'auteur étaye sa réflexion à partir de la théorie de la justice de John Rawls ; engagée parce que le philosophe présente sa position dans le débat entourant la question de la hausse des frais de scolarité, laquelle déborde nécessairement sur le type d'université qu'on souhaite pour le Québec. Comme l'auteur l'indique lui-même, l'ouvrage se veut une contribution à la philosophie politique appliquée (p. 9).

L'argumentation présentée s'appuie sur les thèses de John Rawls qu'on considère comme l'un des plus grands théoriciens actuels de la justice (p. 19). La justice sociale chez Rawls s'appuie sur deux principes, celui de la juste égalité des chances et celui de la différence. Lorsqu'adéquatement appliqués, ces deux principes génèrent les conditions nécessaires à la création de la richesse dont la seule visée serait de permettre une redistribution auprès des plus démunis de la société. On comprend alors pourquoi un système d'éducation accessible est l'incarnation même de la justice rawlsienne puisqu'il garantit à tous l'accès aux emplois de qualité sans égard à l'origine de classe (p. 19-26). Un système d'éducation conçu en ces termes suppose également une implication étatique importante de façon à assurer l'application des différentes caractéristiques du principe de juste égalité des chances : « égalité formelle, égalité de traitement, seuil minimal, politiques contre la discrimination, évaluation au mérite et interventions ciblées auprès des plus démunis » (p. 29). La mise en place d'un système d'éducation véritablement égalitaire implique également l'existence d'un impôt progressif suffisant pour permettre son financement (p. 46).

L'accessibilité aux études supérieures ayant été au centre des préoccupations du mouvement étudiant, on comprend d'autant

**Différentes illustrations de dérives immobilières sont passées en revue, mais une attention particulière est accordée à la catastrophe annoncée que constitue le futur campus de la gare de triage d'Outremont. Le fait que l'estimation des coûts ait triplée en l'espace de six ans, sans qu'une seule pierre n'ait été posée, justifie toutes les craintes**

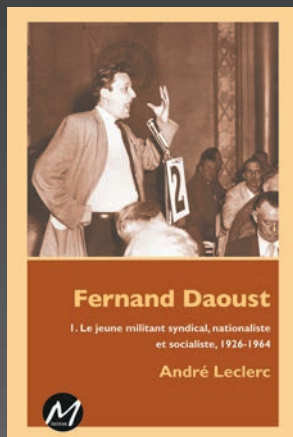
mieux l'intérêt de l'approche rawlsienne qui inspirera l'analyse de la grève étudiante et des positions qui s'y sont affrontées : celles des étudiants et des professeurs face à celle des recteurs, alliés inconditionnels du gouvernement Charest. Car M. Seymour démontre de manière convaincante que la promotion ou le refus de la hausse des droits de scolarité coïncide avec des conceptions opposées du système scolaire en général et de l'université en particulier. Au refus de la hausse des droits de scolarité correspond une conception de l'université comme service public qui bénéficie à l'ensemble des citoyens puisque l'ensemble des professionnels formés contribueront au bien-être de la population (p. 53). La hausse des droits de scolarité correspond plutôt à une conception de l'université-entreprise – c'est-à-dire une université qui se définit par rapport à son rôle dans l'économie (p. 63) – fonctionnant selon la logique de l'utilisateur-payeur où la hausse vient valoriser le diplôme-marchandise devenu produit de luxe (p. 65). L'auteur taxe les tenants de cette conception – largement soutenue par les actuels recteurs ! – d'une profonde méconnaissance des conditions de vie des étudiants dont il dresse à grands traits un portrait qui met en évidence les exigences nouvelles du marché de l'emploi (études universitaires plus longues, cumul de différents diplômes en fonction des débouchés changeants, obligation d'occuper un emploi durant les études, etc. (p. 66-67)). Les politiques de hausse des droits de scolarité se multiplient au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, promouvant l'université-entreprise avec la complicité de la classe moyenne qui refuse, avec une certaine véhémence, de contribuer davantage à son financement, nous éloignant toujours plus de la justice sociale rawlsienne.

Des quatorze points passés en revue par l'auteur, il appert que l'implantation de ce modèle d'université est en cours au Québec. Des considérations de l'auteur, deux illustrent particulièrement bien les réserves que ce type d'université soulèvent. M. Seymour raconte le revers qu'il a essuyé lors de la diffusion d'une pétition s'élevant contre la poursuite-bâillon intentée par Barrick Gold à l'encontre des auteurs de *Noir Canada* auprès des chercheurs affiliés au Munk Center (centre d'études internationales de l'Université de Toronto). On comprend mieux cette autocensure lorsque l'on sait que le principal bailleur de fonds du centre est également le président de Barrick Gold (p. 74). Voilà un exemple probant de la limitation de la liberté universitaire par l'implication du monde des affaires au sein de l'institution universitaire ! L'autre question mise de l'avant par l'auteur est celle de la remise en question de la péréquation interfacultaire, abandonnée à l'Université de Sherbrooke et à l'Université Queen's et que l'administration de l'Université de Montréal a tenté de remettre en cause indirectement par des mesures budgétaires. Or le principe de péréquation interfacultaire permet justement d'articuler la vocation économique et la vocation humaniste de l'université, les unités rentables permettant de soutenir financièrement celles dédiées à la transmission de la culture par le biais d'une formation générale axée sur le développement d'une pensée critique (p. 76-81).

L'analyse de l'argumentation des tenants de la hausse des droits de scolarité montre bien son caractère plus idéologique que pragmatique. Il s'agit en fait de forcer l'application du principe de l'utilisateur-payeur sans jamais en questionner le bien-fondé. Les

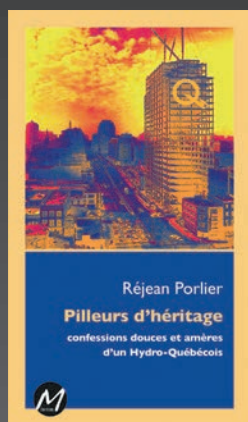
suite à la page 10





Élevé dans une famille monoparentale modeste, Fernand Daoust embrasse le syndicalisme et le socialisme, sans renier le nationalisme. Pendant 24 ans, Fernand Daoust codirige la FTQ. Biographie en deux volumes

**Collection Militantismes**  
Tome 1, 312 pages, 24,95 \$



Comment et pourquoi affaiblit-on en douce ce fleuron de l'économie québécoise? Est-ce que les syndicats ont encore un rôle à jouer?

**Collection Militantismes**  
184 pages, 13,95 \$



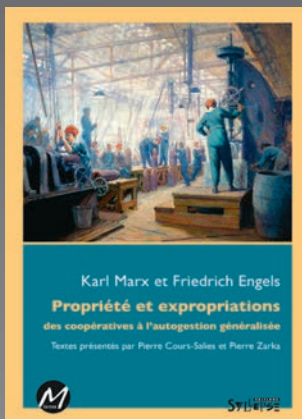
Les enjeux politiques aussi bien à gauche qu'à droite du manifeste *Refus global*. Une analyse d'un aspect méconnu du célèbre manifeste.

**Collection Mouvements**  
128 pages, 12,95 \$



Un examen de la diversité, de la richesse, et des limites des théories féministes, mais aussi des débats et des divergences.

**Collection Mouvements**  
144 pages, 12,95 \$



Au cœur de la crise du capitalisme se manifeste une volonté de «prendre ses affaires en mains» – du coopératisme à l'autogestion généralisée.

**Collection Marxismes**  
184 pages, 22,95 \$



Pourquoi n'arrive-t-on pas, malgré les mobilisations massives, à stopper les contre-réformes néolibérales? Quelle stratégie adopter pour faire des gains et transformer la société?

**Collection Mobilisations**  
208 pages, 21,95 \$



suite de la page 9

textes et discours des Lacroix, Monmarquette et compagnie qui ont encouragé l'intransigeance du gouvernement Charest, sont passés en revue de façon à en montrer les incohérences. M. Seymour évalue avec sévérité les positions de la CRÉPUQ qui peaufine son discours de façon à gommer la diminution des transferts fédéraux aux provinces pour un financement adéquat de l'éducation supérieure. Car la transformation des transferts fédéraux en dépenses directes – création de programmes, de centres de recherche, etc. – profite aux universités qui voient d'un bon œil ces rentrées d'argent. Toutefois, certains postes financiers se voient systématiquement défavorisés, d'où un manque à gagner qui ne peut, toujours selon les recteurs, être comblé qu'en haussant les droits de scolarité. C'est l'argument de la juste part des étudiants qu'on assène tout en passant pudiquement sous silence la juste part que les plus riches font de moins en moins, de baisses d'impôts en paradis fiscaux dont ils sont de plus en plus nombreux à bénéficier. C'est bien pourquoi, il faut se demander avec l'auteur, si ces argents sont dépensés de manière appropriée.

C'est toute la question du mal financement, mais aussi de la gestion déficiente des administrations universitaires que dénonce l'auteur. L'incapacité à définir un ordre prioritaire des besoins affaiblit la position des recteurs qui ne savent justifier leur demande de financement qu'en fonction de la moyenne des universités canadiennes, car pour être réels, tous les besoins ne sont pas essentiels. C'est ainsi que les besoins réels d'investissements immobiliers se transforment en projet grandiose et aussi, en gouffre financier. Différentes illustrations de dérives immobilières sont passées en revue, mais une attention particulière est accordée à la catastrophe annoncée que constitue le futur campus de la gare de triage d'Outremont. Le fait que l'estimation des coûts ait triplée en l'espace de six ans, sans qu'une seule pierre n'ait été posée, justifie toutes les craintes! L'auteur propose pourtant des solutions pragmatiques et peu coûteuses que l'administration de l'université de Montréal rejettent du revers de la main sans évaluation sérieuse. Pendant ce temps, les activités d'enseignement demeurent sous-financées!

La revue des décisions mal ficelées et dont le bien-fondé est assez mal argumenté pose finalement la question de la gouvernance des universités. Car enfin, on s'explique bien mal que les universités qui concentrent les ressources professionnelles nécessaires à la formation de la relève, soient si mal conseillées lorsque vient le temps de prendre les décisions importantes. Suivant l'auteur, c'est bien parce que les directions des universités et des collèges ont fonctionné en vase clos que nous avons eu droit à ce fiasco politique qu'a été la politique de hausse des droits de scolarité, sans compter les ruptures durables qu'aura provoquées l'application de la loi 12, car plusieurs n'oublieront pas de sitôt les interventions policières appuyées ou sollicitées par les directions d'université. L'auteur voit dans une approche collégiale un mode de gestion mieux adapté à l'institution universitaire, approche de laquelle se sont considérablement éloignées les directions actuelles. M. Seymour souhaite la mise sur pied:

[...] d'un collectif décisionnel qui mettrait à profit les compétences des membres de la communauté universitaire et leur connaissance profonde de l'institution, tout autant que la contribution de membres externes, soucieux de faire du parcours universitaire étudiant un élément essentiel du mieux-être des prochaines générations (p. 184).

Ce collectif décisionnel serait mieux à même d'identifier d'éventuelles dérives tout en acceptant de rendre des comptes à la communauté universitaire et à la société québécoise. L'auteur termine l'essai en dénonçant l'autoritarisme dont ont fait preuve le gouvernement Charest ainsi que les directions de collèges et d'universités. Mais surtout, il invite les intellectuels à prendre une part active aux combats à venir, dont celui qui définira le rôle de l'université. ❖

**Des livres pour comprendre,  
des livres pour agir!**